

Les agents ont entrepris une Marche pour la forêt pour sensibiliser élus et citoyens

Contre les « usines à bois »

C'est la première fois qu'ils font ça. Pour dénoncer « une logique financière qui s'accommode mal de l'équilibre environnemental ». Une action qui rassemble, au-delà des agents de l'Office national des forêts, des associations et de simples citoyens. Pas des centaines pour l'instant, mais « une bonne quarantaine » partie de Strasbourg lundi pour lancer la Marche pour la forêt qui va traverser la France d'autres sont partis de Perpignan mardi pour parvenir à un grand rassemblement le 25 octobre en forêt de Tronçais (Allier).

Les enjeux ? Ils reviennent régulièrement sur le tapis depuis plusieurs années. Depuis, explique Philippe Canal, porte-parole de l'intersyndicale et secrétaire général du Snuppen Solidaires (*), que la direction en septembre 2017 a « refusé l'ouverture de négociations ». Et depuis, bien avant, que l'on a « abandonné les missions traditionnelles des agents pour la seule rentabilité ». Exit selon le syndicaliste, les missions liées à la protection de l'écosystème et plus généralement de l'environnement. Exit les missions de police et de surveillance, des territoires de ces forêts publiques. Exit enfin, la pédagogie et l'interaction avec les visiteurs dont on estime les balades forestières et hexagonales à quelque « 500 millions par an ».

Du côté des gardes forestiers qui « représentent la moitié de l'effectif de l'ONF », le constat que dresse l'intersyndicale est simple pour qualifier « l'augmentation de la charge de travail ». « On a perdu un emploi sur quatre et le territoire que chacun a en charge s'est multiplié

par 1,5 ». Moins de présence des gardes sur les territoires, c'est le risque, estime l'intersyndicale, pour des raisons de sécurité, « de voir des forêts fermées au public ».

Quant à « la privatisation de l'ONF » qui se profile avec « le basculement progressif du statut des agents », de fonctionnaire à salarié, elle vise au premier chef, à l'heure où explose « la demande en bois », à « adapter la forêt au monde de l'industrie ». « Nous ne voulons pas que les forêts deviennent des usines à bois », martèle Philippe Canal qui demande, au nom de l'intersyndicale, outre l'ouverture de négociations avec la direction de l'Office, l'ouverture d'un débat public sur la politique du bois-énergie.

Un sujet d'actualité mais qui pourrait peser lourd « sur les générations futures » si l'on « industrialise » un quart de la forêt française.

(*) L'intersyndicale est composée du Syndicat national unifié des personnels des forêts et de l'espace naturel, majoritaire et des organisations suivantes : EFA-CGC, CGT-Forêt, FO-FGTA-Forêt, Génération Forêt Unsa, CGT-FNAF, SNTF-FO, CFDT-FGA.

Sophie Leclanché sophie.leclanche@centrefrance.com